



Jagdish Bhagwati

**In Defense of Globalization**

Oxford University Press, New York, 2004, 304 p., 28 \$ (toile)

**C**ERTES, les livres qui expliquent comment perdre du poids restent plus nombreux, mais ceux qui traitent de la mondialisation abondent aussi. Alors pourquoi s'intéresser à l'un de ces innombrables ouvrages sur la mondialisation ?

Le dernier livre de Jagdish Bhagwati, *In Defense of Globalization*, mérite notre attention à plusieurs titres. Tout d'abord, l'auteur est l'un des économistes internationaux les plus éminents et les plus créatifs. Bhagwati n'est pas un idéologue : il prend plaisir à aller jusqu'au bout des arguments et des idées. S'il met l'accent sur les aspects positifs dans cette analyse vigoureuse en faveur de la mondialisation, c'est plus à la manière d'un professeur intelligent qu'à celle d'un avocat ou d'un partisan. Son ouverture d'esprit l'amène ainsi à étudier les deux facettes d'une même question et à déterminer, parmi les multiples positions possibles, laquelle est, en toute logique et preuves à l'appui, la plus cohérente.

Ensuite, c'est l'un des rares économistes à avoir pris position dans le débat public. Cet écrivain prolifique publie dans de nombreux journaux et magazines. Il a pris à partie les altermondialistes à Seattle et ailleurs. Il a débattu avec Ralph Nader, Naomi Klein et d'autres opposants au système actuel. Il connaît donc les arguments et préoccupations des deux camps mieux que quiconque. Per-

**Tour d'horizon complet de la mondialisation**

sonne n'est mieux à même de répondre aux critiques et aux craintes des altermondialistes.

Enfin, alors que les autres ouvrages sur la mondialisation se concentrent généralement sur un point spécifique — commerce mondial, flux de capitaux ou migration de la main-d'œuvre — Bhagwati traite de tous ces aspects. Aucun autre livre sur le sujet ne couvre autant de questions. Il offre le meilleur ouvrage «tout en un» aux lecteurs qui recherchent un tour d'horizon de toutes les controverses du débat sur la mondialisation.

Au cœur de cet ouvrage, ce que Bhagwati appelle le «visage humain» de la mondialisation : la mondialisation et la pauvreté, le travail des en-

**Bhagwati explique que les organisations non gouvernementales n'ont pas le droit de se retrancher derrière leurs auréoles.**

fants, les femmes, la démocratie, la culture, les normes du travail, l'environnement et les entreprises. Cette analyse subtile et complexe l'amène à s'interroger : la mondialisation a-t-elle des effets positifs ou nuisibles ? S'agit-il d'un bienfait ou d'une menace ? Bhagwati apporte des perspectives nouvelles et originales. Peut-être du fait de ses nombreux débats avec les altermondialistes, il s'en prend particulièrement aux histoires ou anecdotes à première vue plausibles (comme l'idée d'un «nivellement par le bas») qui, après réflexion, s'avèrent, pour une large part, sans fondement.

Dans son plaidoyer pour la mondialisation, Bhagwati ne tombe pas pour autant dans le piège du «meilleur des mondes». Il note que la hausse des revenus qui va de pair

avec la libéralisation des échanges tend à réduire le travail des enfants, mais il condamne le commerce transfrontalier des enfants et exhorte à prendre des mesures pour enrayer cette pratique horrible. S'il appuie l'Organisation mondiale du commerce (OMC), Bhagwati s'insurge contre l'Accord sur les aspects des droits de propriété intellectuelle qui touchent au commerce. Il fut l'un des premiers à établir une distinction nette entre la libre circulation des marchandises et celle des capitaux, en notant les avantages de la première et les pièges de la seconde. (Un chapitre est intitulé «Les périls du capitalisme financier international à outrance».)

Bhagwati termine sur les questions de gouvernance. Il ne trace pas la feuille de route de l'OMC, de la Banque mondiale et du FMI pour les prochaines décennies, mais définit de façon analytique les éléments de la bonne gouvernance, tels que l'utilisation éventuelle de sanctions pour promouvoir les normes du travail et de l'environnement, le rythme des réformes et la conception de l'aide à l'ajustement.

La meilleure raison de lire l'ouvrage de Bhagwati est peut-être son style inimitable, ponctué de tournures imagées et amusantes. Lorsqu'il parle du manque d'ouverture et de responsabilisation des organisations non gouvernementales, Bhagwati explique qu'elles n'ont pas le droit de se retrancher derrière leurs auréoles. Pour ce qui est de la tendance à accuser les entreprises à la fois d'ignorer certains pays et de nuire aux pays qui ne sont pas ignorés, Bhagwati se souvient du film *Manhattan* où «le personnage de Woody Allen parle d'un hôtel où la nourriture était exécrable, tout en se plaignant qu'il n'y en avait pas assez!»

Que l'on soit ou non d'accord avec les conclusions de Bhagwati, on apprécie son analyse qui fait réfléchir et son style vivant.

**Douglas A. Irwin**  
Professeur d'économie  
Dartmouth College



## Concis mais peu convaincant

Lex Rieffel

### Restructuring Sovereign Debt

The Case for Ad Hoc Machinery

Brookings Institution Press, Washington, D.C., 2003, 368 p., 39,95 \$ (toilé)

**C'**EST inévitablement avec une certaine anticipation que l'on ouvre un livre, et ce fut mon cas aussi en commençant celui-ci. Le titre et la jaquette laissent présager d'une solution de rechange au mécanisme de restructuration de la dette souveraine (MRDS) proposé en novembre 2001 par la Première Directrice générale adjointe du FMI et énergiquement débattu depuis. Mais si l'auteur présente un bon historique des crises de la dette souveraine des quarante dernières années et des efforts de la communauté internationale pour y faire face, le livre ne tient pas ses promesses.

L'argument de Rieffel selon lequel «on peut conclure des restructurations de dettes satisfaisantes dans l'ensemble ... en apportant des améliorations progressives au mécanisme existant» ne parvient pas à convaincre, ni dans l'historique, ni dans les propositions qui n'occupent que trois pages du dernier chapitre. Sa «méthode instrumentale» se contente de proposer de recourir davantage aux prêts bilatéraux pour soutenir la balance des paiements, de rééchelonner les prêts accordés par des banques multilatérales de développement, de renforcer la collaboration entre les secteurs public et privé, et de se préoccuper davantage de la prévention des crises. Cette proposition contient des éléments intéressants, mais elle n'est ni nouvelle, ni une «solution de rechange pragmatique» au MRDS proposé par le FMI.

Cela étant, ce livre est une mine d'informations sur le système financier international que seul pouvait compiler

quelqu'un ayant une expérience de ce système aussi longue que celle de Rieffel — au Trésor américain, au FMI et à l'Institut de finance internationale. Mais on hésite entre livre d'histoire, livre de cours, exposé de principe ou autre chose encore. En fait, c'est un peu tout ça à la fois, ce qui ne manquera pas de frustrer le lecteur affairé que la promesse du titre avait attiré. Pour ceux qui ont plus de temps à y consacrer, ce livre est utile en ce qu'il documente minutieusement une histoire souvent oubliée.

Les vues de Rieffel devraient aussi encourager les lecteurs à revoir leurs positions. Il conseille à ceux qui connaissent bien le système financier international de sauter les chapitres 2 à 4, mais ceux-ci donnent une idée de sa vision particulière. En voici quelques exemples :

- Rieffel affirme que les pays du G-7 dirigent les activités des institutions financières internationales et toutes les initiatives de réforme du système financier mondial. Son opinion, à savoir que ces pays ont «accepté» cette responsabilité comme si on la leur avait proposée, implique que c'est très bien ainsi, mais la question sous-jacente de la gouvernance n'est jamais soulevée. En outre, dans la description du rôle du G-7, il ne tient pas compte du fait qu'ils ont été nombreux en dehors de ce petit groupe de pays à avoir contribué largement aux améliorations du système.

- Il affirme aussi qu'une «stratégie discrétionnaire au niveau international ... renforce le respect des obligations contractuelles», ce qui semble être une amorce en vue d'accuser un mécanisme statutaire, tel que le MRDS, d'avoir l'effet contraire.

- Quant aux motivations des divers acteurs en situation de crise, Rieffel pense que les «créanciers multilatéraux se soucient avant tout de préserver leur statut de créancier privilégié».

Ces vues et d'autres similaires sont fréquentes dans ce qui constitue par ailleurs un tableau exhaustif et précieux de l'histoire du traitement de la dette dans le système financier international. Il est bon de se souvenir de cette histoire (le Club de Paris, le dialogue Nord-Sud dans les années 70, la crise de la dette et le Plan Brady dans les années 80), tandis que nous nous demandons aujourd'hui

ce qu'il faut faire de plus pour gérer les crises futures de la dette.

L'argument de Rieffel en faveur d'un dispositif ponctuel de gestion des crises de la dette et son utilisation de l'histoire à l'appui de son argument souffrent d'une lacune importante : il ne se préoccupe pas suffisamment des coûts des crises, en partie du fait de l'absence d'instruments permettant de mieux les anticiper et de mieux y faire face. L'auteur reconnaît que «les coûts sociaux des crises [des années 80] ont été élevés» et que les «crises financières dans les pays à marché émergent infligent des coûts épouvantables à des citoyens innocents». Mais l'évaluation de l'histoire et l'analyse de la question sont centrées presque uniquement sur les créanciers. Sur la crise de la dette des années 80 et la solution du Plan Brady, Rieffel écrit : «Il était nécessaire de «dégringoler les escaliers» avant d'engager une réduction généralisée de la dette.» Les bilans des banques internationales étaient effectivement fragiles au début des années 80, et l'on pensait qu'il fallait les assainir avant qu'elles ne puissent supporter des pertes sur créances souveraines. Mais Rieffel ne se préoccupe guère des effets de cette stratégie dans les pays débiteurs, ni du lien entre cette stratégie et le coût supporté par des citoyens innocents au cours de cette décennie perdue en Amérique latine. Ce sont eux qui ont dégringolé les escaliers.

Cette attitude se retrouve dans l'analyse de la situation actuelle en Argentine. Rieffel affirme qu'«à supposer que la dette de l'Argentine soit renégociée avec succès au deuxième semestre de 2003, la communauté financière mondiale disposera d'un modèle pour de futures restructurations de dettes obligataires». Si c'est là le modèle, je pense que le monde restera dangereux pour les débiteurs souverains qui ploieront sous le fardeau de leur dette. En Argentine, le mal est fait — et les autorités argentines n'y sont pas étrangères — et les dégâts sont substantiels. Il serait abusif de qualifier de réussite quelque restructuration que ce soit dans ce cas précis. Ce point irrésolu est au cœur du débat sur le MRDS et toutes les solutions de rechange proposées. Il faut se demander si une proposition de résolution d'une

crise de la dette souveraine promet d'en réduire les coûts, et non seulement si un accord est conclu. La proposition de MRDS suppose qu'en agissant rapidement — au milieu de 2001 pour l'Argentine, par exemple —, on peut limiter les coûts tant pour les citoyens innocents que pour les créanciers. Mais peut-être que ni les partisans ni les adversaires du MRDS n'ont cherché suffisamment à démontrer l'incidence de leurs propositions sur les coûts de la résolution d'une défaillance souveraine.

Cet aspect malheureux de l'histoire des crises de la dette se retrouve aussi dans l'historique détaillé du Club de Paris. Là encore, ce sont principalement les besoins des créanciers — éviter une action budgétaire, etc. — qui ont mené aux rééchelonnements successifs, avec effet «boule de neige», de la dette des pays pauvres dans les années 80 et au début des années 90. Ce n'est que très tardivement que les créanciers officiels ont accepté une réduction de la dette, et plus tard encore

que les institutions financières internationales ont participé à l'effort en engageant l'initiative en faveur des pays pauvres très endettés (PPTE). L'analyse de l'auteur est précieuse et pénétrante.

Toutefois, Rieffel exagère la confusion créée, dit-il, par l'initiative PPTE. La source de confusion — et Rieffel le comprend — est la tendance de certains à considérer l'aide PPTE simplement comme une autre forme d'aide aux pays les plus pauvres. Trop souvent, lorsque la situation d'un pays admis à bénéficier de l'initiative se dégrade, d'aucuns appellent à accroître l'aide accordée à ce titre. Mais l'objectif de l'initiative PPTE est de rendre supportable le fardeau du service de la dette; elle a la souplesse voulue à cet effet. Les autres besoins de ces pays doivent être satisfaits par une aide humanitaire et au développement plus traditionnelle et — comme bon nombre d'entre nous l'espèrent — bien plus élevée.

Enfin, pour ce qui est de l'histoire récente — crise des années 90 et débats

de ces six dernières années sur l'architecture du système financier international et la restructuration de la dette —, les contributions des universitaires et d'organisations autres que l'Institut de finance internationale méritent plus d'attention.

Mon analyse est surtout critique, mais l'ouvrage mérite mieux. Comme le dit Peter Kenen sur la jaquette, il s'agit d'un «compte rendu concis et agréable à lire d'une histoire complexe que l'on ne trouve pas facilement ailleurs». Rieffel mérite d'être salué pour avoir rédigé ce qui deviendra probablement une référence importante en la matière. Il est décevant qu'il ne propose pas de véritable solution de rechange au mécanisme actuel au coup par coup — et excessivement coûteux selon certains — de résolution des crises de la dette souveraine.

**Jack Boorman**

*Ancien Directeur du Département de l'élaboration et de l'examen des politiques et aujourd'hui consultant auprès de la direction du FMI*



Ann Pettifor (editor)

**Real World Economic Outlook**  
The Legacy of Globalization:  
Debt and Deflation

Palgrave Macmillan, Houndmills, Basingstoke,  
Hampshire and New York, 2003,  
50 £ (toilé), 16,99 £ (broché)

**C**E LIVRE, «une variante de l'influent rapport semestriel du FMI sur les *Perspectives de l'économie mondiale*», est le fruit du travail d'Ann Pettifor, Directrice de la New Economics Foundation. L'idée d'une concurrence pour les services du FMI est bonne, et on espère que les débuts prometteurs du nouveau projet de Pettifor auront une suite. Ce

## D'autres perspectives de l'économie mondiale?

livre présente 25 essais de sommités connues pour leur opposition à la mondialisation et à l'économie néolibérale, dont Joseph Stiglitz, Dani Rodrik et Dean Baker. Pour ceux qui suivent le débat sur la mondialisation, leur contenu est familier : il ressemble à ce qui a déjà été dit dans d'autres publications et forums, souvent par ces mêmes auteurs. Néanmoins, il est utile de rassembler tous ces arguments dans un seul volume.

Accusant les *Perspectives de l'économie mondiale* d'opérer une présentation sélective des faits «pour bercer les lecteurs d'un sentiment de sécurité injustifié», les auteurs sont souvent alarmistes à dessein. Par exemple, les données sur l'inégalité font la part belle à une étude de Branko Milanovic, qui a fait ressortir un accroissement des inégalités entre 1988 et 1993. Une note précise que Milanovic travaille actuellement sur les données pour 1998. C'est de la désinformation. L'auteur de l'essai, un habitué des colonnes de ce magazine, sait sûrement que Milanovic a constaté une baisse marquée des inégalités entre 1993 et 1998.

Les essais sur les perspectives des différentes régions traitent de thèmes bien connus des lecteurs des *Perspectives de l'économie mondiale* — la croissance économique au Moyen-Orient et comment la générer, les sévères retombées du sida sur les économies africaines et la nécessité de procéder à un ajustement ordonné du déficit courant des États-Unis. Dans cette section du livre, la présentation des divers essais aurait gagné à être plus cohérente. Certains traitent des perspectives à court terme; d'autres font une rétrospective et se contentent de qualifier les perspectives de «sombres».

À la différence de celles du FMI, ces perspectives de l'économie mondiale ne prévoient pas l'évolution économique à court terme. Peut-être que, puisque les auteurs s'attendent en général à une apocalypse économique et environnementale, il leur est inutile de se préoccuper de savoir si, dans l'intervalle, la croissance sera de 3 ou de 4 %.

**Prakash Loungani**

*Assistant du Directeur du Département des relations extérieures du FMI*